



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Agence nationale de la sécurité des
systèmes d'information

Le Directeur général

04 JAN. 2022

Paris, le
N° 35 /ANSSI/SDE

**DECISION DE QUALIFICATION
D'UN SERVICE**

**KEYNECTIS ICS QUALIFIED CA
OID : 1.3.6.1.4.1.22234.2.9.3.21**

**DOCUSIGN
RCS 812 611 150**

9-15 Rue Maurice Mallet
92130 Issy-les-Moulineaux

Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,

Vu le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, notamment l'alinéa 2 de son article 21 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. POUPARD (Guillaume) ;

Vu le courrier du Secrétariat général des affaires européennes à Monsieur l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne en date du 17 février 2015, référence ITEC/0155/2015, informant qu'en application de l'article 17.2 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information est désignée comme organe de contrôle,

Vu le processus de qualification d'un service ;

Vu le dossier de demande de qualification fourni par DOCUSIGN le 05/10/2021,

Décide :

- Art. 1 – Le service de délivrance de certificats de cachet électronique dont l'identifiant (OID) est 1.3.6.1.4.1.22234.2.9.3.21 fourni par DOCUSIGN ci-après désignée le fournisseur, portant le nom « KEYNECTIS ICS QUALIFIED CA » respecte les règles fixées par le règlement européen (UE) n° 910/2014 et est qualifié.
- Art. 2 – La présente décision est conditionnée au respect par le fournisseur des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris au titre de sa demande de qualification.
- Art. 3 – La présente décision est valable du 15 janvier 2022 au 15 janvier 2024.



Guillemette BOURGAIN
Directrice
de la sécurité